

- de noodzaak om een eenmalige vergunning te vragen in afwijking van het gewestplan voor de bouw van een zuiveringsstation (12.05/12.09/12.16/12.25/12.28/12.31/12.32/12.33/12.44/12.45/12.47/12.54);
- de capaciteit van de bestaande zuiveringsstations om het afvalwater van de gebieden voorgesteld als gemeenschappelijk saneringsstelsel te beheren (12.06/12.28/12.29/12.30/12.41/12.51/12.52);
- de onmogelijkheid om de woningen betrokken bij de wijziging (12.37) te lokaliseren;
- de aanleg van rioleringen die van het principe van de bebouwingsbestrijding zouden afwijken zoals aanbevolen in het ontwerp van ruimtelijk ontwikkelingsplan (12.38/12.54);
- de motivering van het project van zuiveringsstation (12.60);

Overwegende dat de wijziging genummerd 12.37 wordt herzien om het gedeelte van het perceel "rue de Chiny" nr. 22, gelegen in een landbouwgebied en niet ingenomen door een woning, niet om te vormen tot een gemeenschappelijke sanering buiten een bebouwingsgebied;

Overwegende dat de wijziging genummerd 12.58 wordt gewijzigd om het perceel van de "rue de la Noue" te handhaven als gemeenschappelijke sanering;

Overwegende dat de andere bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers gehandhaafd worden;

Gelet op het in bijlage I bedoelde verslag betreffende het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers bedoeld in bijlage I is door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage I. — Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers

Het gewijzigd saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers bestaat uit een verslag betreffende de wijzigingen van bedoeld saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten.

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit verslag samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de gestion de l'eau", 14-16, avenue de Stassart, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "Assainissement"; Subrubriek "Plans d'assainissement (PASH)").

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205308]

6 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne (planches 1/16, 2/16, 3/16, 7/16, 8/16, 11/16) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 10 janvier 2006;

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée depuis l'approbation du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu 14 demandes conformes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du chemin des Dames sur le territoire communal de Braine-le-Comte (modification n° 13.01);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du chemin Malpaix sur le territoire communal de Braine-le-Comte (modification n° 13.02);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une partie du chemin de la Sablière sur le territoire communal de Braine-le-Comte (modification n° 13.03);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le quartier du Clair Soleil sur le territoire communal de Braine-l'Alleud et de Nivelles (modification n° 13.04);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du chemin des Eglantiers sur le territoire communal de Braine-l'Alleud (modification n° 13.05);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue Rombaut sur le territoire communal de Waterloo (modification n° 13.06);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une habitation rue « Les Tiennes » sur le territoire communal de Braine-l'Alleud (modification n° 13.07);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le quartier des Sept Fontaines sur le territoire communal de Braine-l'Alleud (modification n° 13.08);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour une partie de la rue Cattys sur le territoire communal de Braine-le-Château (modification n° 13.09);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une partie de la rue du Vieux Pavé d'Asquemont sur le territoire communal d'Ittre (modification n° 13.10);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue Haute Hourdenge sur le territoire communal d'Ittre (modification n° 13.11);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue Sartiau sur le territoire communal de Rebecq (modification n° 13.12);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une grande partie du hameau de Mussain sur le territoire communal de Tubize (modification n° 13.13);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le parc industriel de Soignies-Braine sur le territoire communal de Soignies et de Braine-le-Comte (modification n° 13.14);

Considérant que ces demandes sont accompagnées d'une étude réalisée par l'organisme d'assainissement agréé compétent comprenant un relevé des canalisations existantes, une estimation de la densité du bâti, une analyse de la situation topographique de la zone et une analyse financière, que cette étude permet d'objectiver le mode d'assainissement à préconiser;

Considérant que la S.P.G.E. remet un avis favorable sur les 14 demandes qui lui sont adressées;

Considérant que la réalisation des modifications périodiques intègre également les ajustements nécessaires du plan en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, que ces ajustements sont décrits dans le rapport visé en annexe I^{re};

EXEMPTION DE L'EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Vu la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement pour l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne adressée par la S.P.G.E. au Gouvernement wallon en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que l'analyse de la S.P.G.E. conclut que l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne détermine l'utilisation de petites zones au niveau local et constitue des modifications mineures, notamment au regard de la population et des rejets d'eaux résiduelles concernés par l'avant-projet de modification tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant par ailleurs que la S.P.G.E. estime que cet avant-projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que sa demande est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visés à l'article D.54 du Code de l'Environnement, tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant que l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau stipule que le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que, dans ce contexte et préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne, il y a lieu de consulter le CWEDD et les communes concernées sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu la demande d'avis sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement sur l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne adressée le 20 juin 2016 au CWEDD et aux communes concernées en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Vu l'article D.53 du Code de l'Environnement qui stipule que les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement, soit pour le 21 juillet 2016 au plus tard; que passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Considérant le courrier du CWEDD transmis en date du 27 juin 2016 dans lequel il ne prend pas position sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement, qu'en l'absence d'avis, son avis est réputé favorable;

Considérant les avis favorables sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis dans les délais par les autorités communales de Braine-l'Alleud, Tubize et Ittre;

Considérant l'absence d'avis des autorités communales de Braine-le-Comte, Rebecq, Braine-le-Château, Soignies, Nivelles et Waterloo au terme du délai prévu, que leur avis est dès lors réputé favorable;

Considérant que les modifications mentionnées dans l'avant-projet modificatif du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne peuvent dès lors être exemptées d'une évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du Livre Ier du Code de l'Environnement;

Vu le rapport relatif à l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne visé à l'annexe I^{re};

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne visé à l'annexe I^{re}.

Art. 2. Le Gouvernement décide d'exempter les modifications mentionnées à l'avant-projet repris à l'article premier d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour les raisons spécifiées dans le rapport visé à l'annexe I^{re}.

Art. 3. Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, puis de lui représenter ensuite pour adoption.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe I^{re}. — Avant-projet de modification du plan d'assainissement
par sous-bassin hydrographique de la Senne

L'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter les modifications de l'avant-projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique "Assainissement"; Sous-rubrique "Plans d'assainissement (PASH)").

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205308]

6. OKTOBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne (Karten 1/16, 2/16, 3/16, 7/16, 8/16, 11/16) und zur Befreiung der vorgeschlagenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.216 bis D.218 und Artikel R.284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 genehmigt und am 10. Januar 2006 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht;

ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

In der Erwägung, dass die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de Gestion de l'Eau") ("S.P.G.E.") alle während der abgelaufenen Periode seit der Genehmigung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne eingegangenen Anträge derart einsammelt, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet in Anwendung des Artikels R.288 des Wassergesetzbuches ausgearbeitet werden kann;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." 14 von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen und/oder den Gemeinden eingesandten Anträgen erhalten hat, die den Auflagen genügen;

In der Erwägung, dass die Anträge mit allen möglichen Änderungen des Sanierungsverfahrens in Zusammenhang stehen und sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des "chemin des Dames" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Comte (Abänderung Nr. 13.01);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des "chemin Malpaix" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Comte (Abänderung Nr. 13.02);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil des "chemin de la Sablière" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Comte (Abänderung Nr. 13.03);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das "Quartier du Clair Soleil" auf dem Gebiet der Gemeinden Braine-l'Alleud und Nivelles (Abänderung Nr. 13.04);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des "Chemin des Eglantiers" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud (Abänderung Nr. 13.05);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue Rombaut" auf dem Gebiet der Gemeinde Waterloo (Abänderung Nr. 13.06);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für eine Wohnung in der "rue Les Tiennes" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud (Abänderung Nr. 13.07);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das "quartier des Sept Fontaines" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud (Abänderung Nr. 13.08);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue Cattys" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Château (Abänderung Nr. 13.09);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue du Vieux Pavé d'Asquemont" auf dem Gebiet der Gemeinde Ittre (Abänderung Nr. 13.10);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue Haute Hourdenge" auf dem Gebiet der Gemeinde Ittre (Abänderung Nr. 13.11);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue Sartiau" auf dem Gebiet der Gemeinde Rebecq (Abänderung Nr. 13.12);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Großteil des Weilers Mussain auf dem Gebiet der Gemeinde Tubize (Abänderung Nr. 13.13);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Industriepark von Soignies-Braine auf dem Gebiet der Gemeinden Soignies und Braine-le-Comte (Abänderung Nr. 13.14);

In der Erwägung, dass diesen Anträgen eine von der zuständigen zugelassenen Sanierungseinrichtung durchgeführte, ein Verzeichnis der bestehenden Kanalisationen, eine Einschätzung der Dichte der Bausubstanz, eine Analyse der topographischen Lage des Gebiets und eine finanzielle Analyse enthaltende Prüfung beigelegt wurde; dass diese Prüfung es ermöglicht, die zu empfehlende Sanierungsart zu objektivieren;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ein günstiges Gutachten über die 14, an sie gerichteten Anträge abgibt;

In der Erwägung, dass die Durchführung der regelmäßigen Abänderungen ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze, innerhalb des Umkreises des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet mit einschließt, dass diese Angleichungen in dem in Anhang I erwähnten Bericht beschrieben werden;

BEFREIUNG VON EINER BEWERTUNG DER UMWELTVERTRÄGLICHKEIT

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches von der "S.P.G.E." an die Wallonische Regierung gerichteten Antrags auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit für den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der "S.P.G.E." die Schlussfolgerung gezogen wird, dass der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne die Benutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt und geringfügige Abänderungen darstellt, insbesondere in Anbetracht der von dem Abänderungsvorentwurf betroffenen Bevölkerung und Abwasserableitungen, so wie sie in dem in Anhang I genannten Bericht analysiert werden;

In der Erwägung außerdem, dass die "S.P.G.E." der Ansicht ist, dass dieser Vorentwurf keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben müsste; dass ihr Antrag im Verhältnis zu den in dem in Anhang I genannten Bericht analysierten Kriterien gerechtfertigt ist, durch die das vermutliche Ausmaß der in Artikel D.54 des Umweltgesetzbuches bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass in Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches bestimmt wird, dass die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits, die Befreiung zu gewähren, gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet genehmigt und die Gründe angibt, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang und vor der Verabschiedung des Vorentwurfs des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne der Anlass besteht, den "CWEDD" ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)) und die betroffenen Gemeinden bezüglich des Antrags auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu Rate zu ziehen;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches am 20. Juni 2016 an den "CWEDD" und die betroffenen Gemeinden gerichteten Antrags auf ein Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel D.53 des Umweltgesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung, das heißt spätestens bis zum 21. Juli 2016 übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Gutachten als günstig;

Aufgrund des am 27. Juni 2016 übermittelten Schreibens des "CWEDD", in dem dieser sich nicht zu dem Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit äußert; aufgrund der Tatsache, dass sein Gutachten, wenn nicht vorhanden, als günstig betrachtet wird;

In Erwägung der von den Gemeindebehörden von Braine-l'Alleud, Tubize und Ittre innerhalb der vorgeschriebenen Fristen übermittelten günstigen Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Braine-le-Comte, Rebecq, Braine-le-Château, Soignies, Nivelles und Waterloo die Gutachten nicht innerhalb der vorgesehenen Frist abgegeben haben; dass deren Gutachten demnach als günstig betrachtet werden;

In der Erwägung, dass die in dem abändernden Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne angegebenen Abänderungen demzufolge von einer in den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bewertung der Auswirkungen befreit werden können;

Aufgrund des in Anhang I erwähnten Berichts über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt den in Anhang I erwähnten Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne.

Art. 2 - Die Regierung beschließt, die in dem in Artikel 1 angeführten Vorentwurf angegebenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit aus den in Anhang I erwähnten Bericht angeführten Gründen zu befreien.

Art. 3 - Die Regierung beauftragt die "S.P.G.E.", den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne innerhalb von dreißig Tagen der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen und ihn ihr anschließend zur Verabschiedung vorzulegen.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Oktober 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang I — Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne

Der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten PASH und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gründe angegeben, aus denen beschlossen wurde, die Abänderungen des Vorentwurfs von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16 in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Assainissement", Unterrubrik "Plans d'assainissements (PASH)").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205308]

6 OKTOBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne (bladen 1/16, 2/16, 3/16, 7/16, 8/16, 11/16) en waarbij een vrijstelling van een milieueffectonderzoek wordt verleend voor de voorgestelde wijzigingen

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne dat op 22 december 2005 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 10 januari 2006 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat de "S.P.G.E." "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) alle aanvragen verzamelt die sinds de goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne in ontvangst zijn genomen, om overeenkomstig artikel R.288 van het Waterwetboek één enkel voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied op te stellen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." 14 conforme aanvragen van de erkende saneringsinstellingen en/of de gemeenten heeft ontvangen;

Overwegende dat de aanvragen betrekking hebben op elke verandering van saneringsstelsel en meer bepaald op :

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "chemin des Dames" op het gemeentelijke grondgebied van 's Gravenbrakel (wijziging nr. 13.01);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "chemin Malpaix" op het gemeentelijke grondgebied van 's Gravenbrakel (wijziging nr. 13.02);

- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van een gedeelte van de "chemin de la Sablière" op het gemeentelijke grondgebied van 's Gravenbrakel (wijziging nr. 13.03);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het "quartier du Clair Soleil" op het gemeentelijke grondgebied van Eigenbrakel en Nijvel (wijziging nr. 13.04);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "Chemin des Eglantiers" op het gemeentelijke grondgebied van Eigenbrakel (wijziging nr. 13.05);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue Rombaut" op het gemeentelijke grondgebied van Waterloo (wijziging nr. 13.06);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een woning van de "rue Les Tiennes" op het gemeentelijke grondgebied van Eigenbrakel (wijziging nr. 13.07);

- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor het "quartier des Sept Fontaines" op het gemeentelijke grondgebied van Eigenbrakel (wijziging nr. 13.08);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue Cattys" op het gemeentelijke grondgebied van Kasteelbrakel (wijziging nr. 13.09);

- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel voor een gedeelte van de "rue du Vieux Pavé d'Asquemont" op het gemeentelijke grondgebied van Itter (wijziging nr. 13.10);

- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar het autonoom saneringsstelsel van de "rue Haute Hourdenge" op het gemeentelijke grondgebied van Itter (wijziging nr. 13.11);

- de overgang van het gemeenschappelijk saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de "rue Sartiau" op het gemeentelijke grondgebied van Rebecq (wijziging nr. 13.12);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een groot gedeelte van het gehucht van Mussain op het gemeentelijk grondgebied van Tubeke (wijziging nr. 13.13);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het industriepark van Zinnik-Kasteelbrakel op het gemeentelijke grondgebied van Zinnik en 's Gravenbrakel (wijziging nr. 13.14);

Overwegende dat die aanvragen vergezeld gaan van een onderzoek dat door de bevoegde erkende sanerings-richting uitgevoerd is en dat een overzicht bevat van de bestaande leidingen, een raming van de dichtheid van de bebouwing, een analyse van de topografische toestand van het gebied en een financiële analyse om de aan te bevelen saneringswijze te objectiveren;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een gunstig advies heeft uitgebracht over de 14 aanvragen die haar gericht zijn;

Overwegende dat de uitvoering van de periodieke wijzigingen ook de nodige aanpassingen van de plannen met zich meebrengt naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied; dat die aanpassingen worden omschreven in het verslag bedoeld in bijlage I;

VRIJSTELLING VAN DE MILIEUEFFECTBEOORDELING

Gelet op de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne die door de "S.P.G.E." aan de Waalse Regering gericht is overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek;

Overwegende dat de analyse van de "S.P.G.E." besluit dat het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau bepaalt en minder belangrijke wijzigingen inhoudt, met name ten opzichte van de bevolking en van de afvalwaterlozingen die het voorwerp zijn van het voorontwerp van wijziging zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende anderzijds dat de "S.P.G.E." acht dat dit voorontwerp wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen; dat de aanvraag ervan gerechtvaardigd is ten opzichte van de in artikel D.54 van het Milieuwetboek bedoelde criteria op grond waarvan de vermoedelijke omvang van de effecten kan worden bepaald, zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende dat artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek bepaalt dat de Regering, indien ze beslist de vrijstelling toe te staan, het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied gelijktijdig goedkeurt en de redenen vermeldt waarom er beslist werd dat plan van een milieueffectbeoordeling vrij te stellen;

Overwegende dat de "CWEDD" "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) en de betrokken gemeenten in die context en vóór de aanneming van het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne geraadpleegd moet worden over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling;

Gelet op het verzoek om advies over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne dat op 20 juni 2016 overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek aan de "CWEDD" en aan de betrokken gemeenten is gericht;

Gelet op artikel D.53 van het Milieuwetboek waarin bepaald wordt dat de adviezen binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering toegezonden moeten worden, hetzij uiterlijk 21 juli 2016; dat de adviezen na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Overwegende dat de "CWEDD" op 27 juni 2016 een schrijven heeft gezonden waarin hij geen stelling neemt over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling; dat zijn advies bij gebrek aan advies geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling, ingediend binnen de voorgeschreven termijnen door de gemeentelijke overheid van Eigenbrakel, Tubeke en Itter;

Overwegende dat de gemeentelijke overheden van 's Gravenbrakel, Rebecq, Kasteelbrakel, Zinnik, Nijvel en Waterloo geen advies binnen de voorgeschreven termijn hebben uitgebracht, dat hun advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

Overwegende dat een vrijstelling van de milieueffectbeoordeling bedoeld in de artikelen D. 52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek dan ook kan worden verleend voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne;

Gelet op het in bijlage I bedoeld verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne, bedoeld in bijlage I, is door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Regering beslist een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp bedoeld in artikel 1 om de redenen opgegeven in het verslag bedoeld in bijlage I.

Art. 3. De Regering belast de "S.P.G.E." ermee het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne binnen dertig dagen te onderwerpen aan de raadpleging van de bij het in aanmerking genomen onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinningen en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en het haar vervolgens ter goedkeuring voor te leggen.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage I. — Voorontwerp van wijziging van het saneringsplan
per onderstroomgebied van de Zenne

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne bestaat uit een verslag over de wijzigingen van bedoeld saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten.

Dat verslag vermeldt de redenen waarom er beslist werd een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen van het voorontwerp. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en riolerings binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "Assainissement"; Subrubriek "Plans d'assainissement (PASH)").